



**Conseil Economique
et Social**

Distr.
GENERALE

E/CN.4/1988/17 + Add.1
12 janvier 1988

FRANCAIS
Original : ANGLAIS
ESPAGNOL

COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME
Quarante-quatrième session
Point 10 a) de l'ordre du jour provisoire

QUESTION DES DROITS DE L'HOMME DE TOUTES LES PERSONNES SOUMISES
A UNE FORME QUELCONQUE DE DETENTION OU D'EMPRISONNEMENT

TORTURE ET AUTRES PEINES OU TRAITEMENTS CRUELS, INHUMAINS
OU DEGRADANTS

Rapport présenté par M. P. Kooijmans, Rapporteur spécial
nommé en application de la résolution 1987/29
de la Commission des droits de l'homme

TABLE DES MATIERES

	<u>Paragraphes</u>	<u>Page</u>
Introduction	1 - 3	1
<u>Chapitre</u>		
I. QUESTIONS INTERESSANT LE MANDAT	4 - 13	2
II. ACTIVITES DU RAPPORTEUR SPECIAL	14 - 22	5
A. Correspondance	14 - 16	5
B. Mesures d'intervention immédiate	17 - 20	5
C. Consultations	21	7
D. Observations sur le terrain	22	7
III. NORMES NATIONALES POUR L'ELIMINATION ET LA PREVENTION DE LA TORTURE	23 - 39	8
IV. TORTURE ET AUTRES PEINES OU TRAITEMENTS CRUELS, INHUMAINS OU DEGRADANTS	40 - 49	14
A. Peines corporelles	42 - 44	14
B. Conditions d'emprisonnement inhumaines	45	15
C. Mauvais traitements généralisés	46	15
D. Détention prolongée dans les quartiers réservés aux condamnés à mort	47	15
E. Détention de mineurs avec des adultes .	48	15
V. ANALYSE DES RENSEIGNEMENTS RECUS PAR LE RAPPORTEUR SPECIAL SUR LA PRATIQUE DE LA TORTURE	50 - 58	17
VI. MESURES DE PREVENTION	59 - 72	20
VII. CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS	73 - 81	23

Introduction

1. La Commission des droits de l'homme ayant décidé, par sa résolution 1985/33 adoptée à sa quarante et unième session, de nommer un rapporteur spécial pour les questions relatives à la torture, le Président de la Commission a nommé, le 12 mai 1985, M. Peter Kooijmans (Pays-Bas) rapporteur spécial. Aux termes de cette résolution, le Rapporteur spécial devait notamment rechercher et obtenir des informations crédibles et fiables à ce sujet et réagir sans tarder à ces informations.

2. Comme cela lui était demandé, M. Kooijmans a soumis à la Commission des droits de l'homme à sa quarante-deuxième session un rapport d'ensemble (E/CN.4/1986/15) par lequel il tenait la Commission au courant de ses activités en même temps qu'il lui présentait ses conclusions et ses recommandations. A la même session, la Commission a prolongé d'un an le mandat du Rapporteur spécial par sa résolution 1986/50.

3. A sa quarante-troisième session, la Commission était saisie d'un rapport du Rapporteur spécial (E/CN.4/1987/13) et a adopté la résolution 1987/29 par laquelle elle a de nouveau décidé de proroger d'un an le mandat du Rapporteur spécial pour lui permettre de présenter à la Commission, à sa quarante-quatrième session, de nouvelles conclusions et recommandations. Le Conseil économique et social a approuvé cette résolution par sa décision 1987/146.

I. QUESTIONS INTERESSANT LE MANDAT

4. On peut dire que, l'entrée en vigueur, le 26 juin 1987, de la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants constitue un important pas en avant dans les efforts tendant à éliminer la torture. Il est encourageant de noter que cet instrument, que 28 Etats ont déjà ratifié, est entré en vigueur deux ans à peine après avoir été ouvert à la signature. On peut y voir la preuve que la communauté internationale est bien décidée à s'attaquer à l'une des formes de violations des droits de l'homme les plus détestables et il faut espérer que dans un proche avenir le nombre d'Etats parties à la Convention aura si considérablement augmenté qu'elle sera presque universellement appliquée.

5. Les membres du Comité prévu à l'article 17 de la Convention ayant été élus le 26 novembre 1987, il convient de comparer, dans le présent rapport, les fonctions qui incombent au Comité en vertu de la Convention et celles que la Commission a confiées au Rapporteur spécial.

6. Il y a tout d'abord lieu de noter que le Comité n'a de compétence qu'à l'égard des Etats parties à la Convention alors que le Rapporteur spécial - et cela est valable pour toutes les procédures mises en place par la Commission sur un sujet déterminé - peut s'adresser aux gouvernements de tous les Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies et de tous ceux qui ont le statut d'observateur auprès de l'ONU. La différence de nature entre le mandat du Comité et celui du Rapporteur spécial est cependant plus importante encore. Le Comité doit en effet déterminer si les Etats parties à la Convention remplissent les obligations découlant pour eux de cet instrument. Il dispose de divers moyens à cet effet puisqu'il examine les rapports que les Etats parties doivent soumettre conformément à l'article 19 de la Convention et formule des observations sur ces rapports, qu'il examine aussi les plaintes d'Etats ou de particuliers dans les cas prévus aux articles 21 et 22 de la Convention et qu'il peut enfin enquêter sur les cas de torture systématique dans un Etat partie lorsque ce dernier n'a pas écarté sa compétence à cet égard. Il a ainsi pour principale tâche de déterminer si les Etats s'acquittent ou se sont acquittés de leurs obligations en vertu de la Convention. On peut donc dire qu'il a une fonction quasi judiciaire.

7. Le rôle qui incombe au Rapporteur spécial sur les questions relatives à la torture est entièrement différent. Il doit faire rapport à la Commission, composée de représentants des gouvernements, sur le phénomène de la torture en général. C'est ce qui ressort de son mandat tel qu'il est énoncé au paragraphe 12 de la résolution 1987/29, par laquelle il est prié de présenter un rapport à la Commission "sur ses activités concernant la question de la torture, y compris sur la fréquence et l'ampleur de cette pratique, ainsi que ses conclusions et recommandations".

8. A cet effet, le Rapporteur spécial prend contact avec les différents gouvernements auxquels il demande des renseignements sur les mesures législatives et administratives prises pour prévenir la torture et remédier à ses conséquences dans les cas où elle a pu être pratiquée.

9. Pour que le Rapporteur spécial puisse faire rapport sur la fréquence et l'ampleur de la pratique de la torture, il peut recevoir des informations des gouvernements, des organisations intergouvernementales et des organisations non gouvernementales. Presque toujours ces informations se rapportent inévitablement à des cas concrets qui se sont produits dans tel ou tel pays. Lorsqu'il reçoit des informations crédibles de cette nature, il peut les porter à l'attention du gouvernement concerné et lui demander de lui faire part de ses observations. Ni à ce stade ni lorsqu'il fait ultérieurement rapport à la Commission, il ne se prononce sur le bien-fondé de ces allégations; les informations reçues et les observations des gouvernements lui permettent simplement d'indiquer à la Commission la fréquence et l'ampleur de la pratique de la torture dans le monde. Il y a, à cet égard, une importante différence entre le mandat du Comité et celui du Rapporteur spécial, puisque le Comité doit se prononcer sur le bien-fondé d'une plainte tandis que le Rapporteur spécial peut porter des allégations à la connaissance des gouvernements et leur demander de présenter des observations. Sur la base de ces observations et des consultations éventuelles entre le représentant du gouvernement et le Rapporteur spécial, celui-ci formule des conclusions et des recommandations d'ordre général dans son rapport.

10. Il existe cependant une autre différence, peut-être plus frappante encore, entre les mandats du Comité et du Rapporteur spécial. Comme tout organe quasi judiciaire, le Comité est essentiellement passif. En dehors de la compétence qui lui est reconnue à l'article 20 de la Convention de procéder à des enquêtes, il doit, avant de pouvoir intervenir, attendre qu'un rapport ou une plainte lui soit soumis. Le Rapporteur spécial, quant à lui, est invité à "tenir compte du fait qu'il doit être en mesure de donner une suite efficace aux informations crédibles et fiables qui lui parviennent". Cette disposition que l'on retrouve dans d'autres mandats émanant de la Commission, a donné naissance à la procédure dite d'intervention immédiate. C'est précisément elle qui témoigne du caractère essentiellement humanitaire des mécanismes institués par la Commission puisqu'elle permet d'appeler l'attention du gouvernement concerné sur tel ou tel cas précis et d'éviter ainsi que des droits de l'homme ne soient violés.

11. Une autre différence entre les attributions du Comité et celles du Rapporteur spécial est la suivante : le Comité doit déterminer si un Etat respecte les engagements qu'il a pris dans le cadre d'un traité; si tel n'est pas le cas, le Comité doit établir que ledit Etat a violé ses obligations et déterminer sa responsabilité; s'agissant d'une plainte émanant d'un particulier, la règle habituelle de l'épuisement des recours internes doit être en outre appliquée. En revanche, les procédures instituées par la Commission sur un sujet déterminé constituent un instrument de lutte contre les pratiques interdites par la communauté internationale et un moyen de venir en aide aux victimes potentielles ou réelles de telles pratiques. Aussi l'accent est-il mis sur l'"efficacité" et l'adoption de mesures de prévention.

12. Les mandats du Comité et du Rapporteur spécial n'entrent pas en concurrence et sont donc plutôt complémentaires. L'existence de ces deux mécanismes distincts peut toutefois donner l'impression aux gouvernements d'un certain chevauchement d'activités, ce qu'il y a lieu d'éviter dans toute la mesure du possible. Il serait bon, par exemple, que les rapports périodiques

que les Etats parties doivent présenter au Comité conformément à l'article 19 de la Convention soient également communiqués au Rapporteur spécial, ce qui éviterait à ce dernier de demander aux gouvernements, entre deux rapports au Comité, des renseignements sur les mesures législatives et administratives. Il faut néanmoins souligner une fois de plus que le Comité et le Rapporteur spécial utilisent ces informations de façon fondamentalement différente, puisqu'elles servent au Comité à déterminer si les Etats parties donnent effet à leurs engagements en vertu de la Convention, tandis qu'elles permettent au Rapporteur spécial d'établir le schéma général des mesures de prévention existantes et de formuler sur cette base des recommandations d'ordre général.

13. Eu égard au caractère complémentaire des deux mécanismes, le Rapporteur spécial attend avec intérêt que le Comité prenne ses fonctions et est certain qu'une collaboration fructueuse leur sera bénéfique à tous deux, l'élimination de la torture constituant en définitive leur objectif commun.

II. ACTIVITES DU RAPPORTEUR SPECIAL

A. Correspondance

14. Conformément au paragraphe 8 de la résolution 1987/29, le Rapporteur spécial a adressé aux gouvernements, le 3 juillet 1987, une note verbale dans laquelle il leur demandait de l'instruire des mesures prises ou envisagées pour prévenir ou combattre la torture. Il y soulignait également l'importance d'un système de visites périodiques et de programmes de formation à l'intention du personnel chargé de l'application des lois et de la sécurité. Il demandait en outre des renseignements ou des observations de caractère général touchant à son mandat.

15. A la suite de cette note, le Rapporteur spécial a reçu des réponses des gouvernements des Etats suivants : Argentine (7 décembre 1987), Bahreïn (14 août 1987), Bulgarie (20 août 1987), Canada (8 septembre 1987), Chypre (15 octobre 1987), Cuba (12 septembre 1987), Grèce (16 novembre 1987), Guatemala (25 août 1987), Iraq (17 juillet 1987), Jamahiriya arabe libyenne (12 octobre 1987), Mexique (23 septembre 1987), Panama (22 septembre 1987), Paraguay (20 juillet 1987), Pays-Bas (11 août 1987), Pérou (25 juillet et 21 août 1987), Philippines (1er octobre 1987), Pologne (29 octobre 1987), République de Corée (24 septembre 1987), République démocratique allemande (23 septembre 1987), République socialiste soviétique de Biélorussie (17 septembre 1987), République socialiste soviétique d'Ukraine (12 novembre 1987), Soudan (19 novembre 1987), Trinité-et-Tobago (30 septembre 1987), Turquie (8 septembre 1987) et Yougoslavie (16 octobre 1987). Les Gouvernements birman et kényen ont répondu d'autre part à la demande de renseignements que leur avait adressé le Rapporteur spécial en juillet 1986.

16. Comme les années précédentes, le Rapporteur spécial a reçu de nombreuses allégations de torture provenant de différentes sources. Après analyse de ces allégations, des lettres les résumant ont été envoyées à 29 pays aux fins d'éclaircissements. En outre, le Rapporteur spécial a décidé de signaler à nouveau, par lettre datée du 26 juin 1987, les allégations de torture qui avaient été transmises en 1985 et en 1986 à 17 gouvernements. A la date de la rédaction du présent rapport, les gouvernements des pays suivants n'avaient pas répondu à ces lettres de rappel : Afghanistan, Burkina Faso, Congo, Guatemala, Iran (République islamique d'), Israël, Mozambique, Ouganda, République arabe syrienne, Soudan, Suriname, Togo, Zaïre et Zimbabwe.

B. Mesures d'intervention immédiate

17. Plusieurs demandes d'intervention immédiate ont été reçues en 1987 et le Rapporteur spécial a décidé de porter 14 cas immédiatement à l'attention des gouvernements intéressés, pour des raisons purement humanitaires, afin d'assurer la protection du droit à l'intégrité physique et mentale de la personne. Il a également demandé à être informé des mesures, judiciaires et autres, prises pour remédier à la situation au cas où la réalité de ces allégations serait confirmée. Pour la plupart, les allégations en question portaient sur des personnes détenues au secret par les forces de sécurité et torturées en cours d'interrogatoire.

18. Des appels urgents ont été envoyés aux gouvernements des pays suivants :

- a) El Salvador (7 janvier et 18 septembre 1987), au sujet de sept travailleurs agricoles gardés au secret, d'une femme arrêtée par les forces de sécurité lors d'une manifestation et d'un homme enlevé par des inconnus sur le campus de l'université;
- b) Guatemala (1er décembre 1987), au sujet de trois personnes qui auraient été arrêtées et gardées au secret dans une base militaire;
- c) Liban (28 juillet 1987), au sujet de plusieurs personnes d'un même village arrêtées et détenues par l'armée;
- d) Paraguay (9 janvier, 29 avril et 18 septembre 1987), au sujet d'un journaliste de la radio arrêté et gardé au secret par des forces de sécurité, de six criminels de droit commun et de quatre dirigeants politiques incarcérés;
- e) Pérou (1er décembre 1987), au sujet de la nouvelle arrestation et de la disparition possible d'une personne arrêtée, selon les sources, par des militaires;
- f) Afrique du Sud (28 avril 1987), au sujet de cinq personnes gardées au secret par les forces de sécurité sud-africaines en Namibie en vertu de la loi sur le terrorisme;
- g) Suriname (29 juin 1987), au sujet d'une personne arrêtée par la police de la sécurité;
- h) République arabe syrienne (29 septembre et 4 novembre 1987), au sujet de cinq personnes gardées à vue par des membres du service de renseignement des forces armées et de quatre autres personnes arrêtées par les forces de sécurité intérieure et placées au secret;
- i) Turquie (1er mai 1987), au sujet d'une femme arrêtée par la police qui voulait l'interroger sur l'endroit où pourrait se trouver son mari;
- j) Zimbabwe (27 janvier 1987), au sujet d'une personne gardée au secret en vertu de la réglementation relative aux forces d'urgence.

19. A la suite des appels envoyés en 1987, le Rapporteur spécial a reçu les réponses suivantes :

- a) Le Gouvernement surinamais a répondu par télex, le 6 août 1987, rejetant toutes les allégations selon lesquelles la personne détenue aurait été torturée. D'après cette réponse, l'intéressée aurait reçu la visite d'un représentant du Comité international de la Croix-Rouge (CICR) et serait au bénéfice de l'assistance judiciaire;
- b) Le 17 juillet 1987, le Gouvernement turc a fait savoir au Rapporteur spécial que la femme détenue avait été remise en liberté le 13 mai 1987 et qu'aucune plainte faisant état de torture n'avait été présentée aux autorités turques. Il a en outre rappelé dans sa réponse que "les autorités turques ont conformément à la loi, l'obligation d'enquêter dûment sur ces plaintes, la torture étant strictement interdite et passible de poursuites";

c) Dans une lettre datée du 25 novembre 1987, le Gouvernement sud-africain a apporté des éclaircissements sur le sort de cinq personnes arrêtées par la police du Sud-Ouest-africain, en vertu de l'article 6 i) de la loi No 83 de 1967 sur le terrorisme, et dont on disait qu'elles avaient été torturées. Selon ce gouvernement, "l'enquête a établi que ces cinq personnes n'ont subi aucune voie de fait ni aucun sévice psychologique. Elles recevaient tous les 15 jours, la visite de magistrats et de médecins indépendants. Elles avaient été informées de leur droit de présenter au gouvernement provisoire une plainte concernant leurs conditions de détention ou leur mise en liberté. Aucune d'elles ne l'a fait";

d) En ce qui concerne El salvador, le Rapporteur spécial a appris que les sept travailleurs agricoles et la femme qui se trouvaient en prison avaient été libérés en vertu de la loi d'amnistie. En revanche, on ignore toujours ce qu'est devenu l'homme enlevé sur le campus de l'université en septembre 1987 qui aurait été torturé et aurait disparu.

20. Le Rapporteur spécial a reçu des cinq pays suivants, des réponses aux appels envoyés en 1986 : Afrique du Sud (2 février 1987), Bahreïn (14 août 1987), El Salvador (11 février et 7 septembre 1987), Paraguay (20 janvier 1987).

C. Consultations

21. Selon la pratique établie, le Rapporteur spécial a tenu des consultations à Genève en avril, juin, juillet, septembre et décembre 1987. Les consultations d'ordre privé avec les représentants des gouvernements qui avaient exprimé le souhait de le rencontrer se sont poursuivies. Il a également rencontré des représentants d'organisations non gouvernementales et des particuliers qui disaient avoir été victimes de tortures.

D. Observations sur le terrain

22. Le Rapporteur spécial s'est dit plusieurs fois disposé à se rendre dans tout Etat Membre, avec le consentement ou sur l'invitation du gouvernement intéressé, en vue d'avoir des consultations sur place. Il a eu à ce sujet, des entretiens préliminaires à Genève, au début de 1987, avec les représentants de l'Argentine, de la Colombie, du Pérou et de l'Uruguay. Il leur a proposé de se rendre dans leur région pour y échanger des vues avec les autorités gouvernementales, notamment sur les mesures prises pour lutter contre la torture, pour la prévenir et pour contribuer à son élimination. Les gouvernements de ces quatre pays l'ont invité à venir. Ayant d'abord pensé effectuer cette visite du 6 au 18 décembre 1987, le représentant spécial avait, par lettre du 27 octobre 1987, officiellement communiqué ces dates et le programme de sa visite aux gouvernements susmentionnés. Tous étaient d'accord à l'exception du Pérou qui préférait que la visite eût lieu en janvier 1988, la plupart des responsables péruviens que le Rapporteur spécial désirait voir sinon tous ne pouvant le rencontrer aux dates envisagées.

III. NORMES NATIONALES POUR L'ELIMINATION ET LA PREVENTION DE LA TORTURE

23. Le Rapporteur spécial, agissant en application du paragraphe 8 de la résolution 1987/29 de la Commission, a adressé, le 3 juillet 1987, des notes verbales aux gouvernements en leur demandant de lui communiquer toutes informations relatives aux mesures prises et envisagées pour prévenir et combattre la torture. Il appelait aussi l'attention sur les paragraphes 2 et 6 de cette même résolution touchant l'institution d'un système de visites périodiques et sur l'importance de programmes de formation à l'intention du personnel judiciaire et des forces de l'ordre.

24. En réponse à sa demande, le Rapporteur spécial a reçu des informations de 23 Etats, concernant leurs règlements respectifs tendant à éliminer et prévenir la torture. Ces Etats étaient les suivants : Argentine, Bahreïn, Canada, Chypre, Grèce, Guatemala, Iraq, Jamahiriya arabe libyenne, Mexique, Panama, Paraguay, Pays-Bas, Pérou, Philippines, Pologne, République de Corée, République démocratique allemande, RSS de Biélorussie, RSS d'Ukraine, Soudan, Trinité-et-Tobago, Turquie et Yougoslavie.

25. L'Argentine a fait savoir que sa Constitution proscrivait la torture et que l'article 144 du Code pénal avait été modifié par la loi No 23097 du 28 septembre 1984 aux termes de laquelle :

"Tout fonctionnaire public qui inflige à des personnes privées légitimement ou non de leur liberté quelque type de torture que ce soit - pourvu qu'il ait un pouvoir de fait sur la victime, même si celle-ci ne se trouve pas à légalement parler sous sa responsabilité - se rend passible d'une peine de réclusion criminelle ou d'emprisonnement correctionnel de 8 à 25 ans et d'incapacité générale à perpétuité. Les particuliers qui se livrent aux actes en question se rendent passibles de la même peine. De plus, au cas où la victime décéderait des suites de la torture, la personne responsable est passible d'une peine privative de liberté, de réclusion criminelle ou d'emprisonnement à perpétuité. On entend par torture le fait d'imposer non seulement des souffrances physiques, mais aussi des souffrances psychiques d'une certaine gravité (article premier de la loi No 23097, portant modification du paragraphe 3 de l'article 144 du Code pénal argentin). Il ressort de ce qui précède, qu'en droit argentin, la torture est assimilée au délit d'homicide."

Par ailleurs, la loi susmentionnée prévoit de lourdes peines pour tout fonctionnaire public qui, tout en étant en mesure de le faire, n'empêche pas que soit commis le crime de torture ainsi que pour quiconque, ayant connaissance d'un tel crime, ne le rapporte pas dans les 24 heures. S'il s'agit d'un médecin, il peut être frappé de l'interdiction expresse d'exercer sa profession pour une durée deux fois plus longue que la peine de prison qui lui est imposée. En vertu de la loi, la même accusation peut être portée contre un juge qui, ayant connaissance de tels faits en raison de ses fonctions, ne dresse pas l'acte d'accusation voulu ou ne rapporte pas les faits en question au juge compétent dans les 24 heures.

26. Les Gouvernements de la Bulgarie (20 août 1987), de l'Iraq (17 septembre 1987), du Mexique (23 septembre 1987), du Panama (22 septembre 1987), de la RSS de Biélorussie (17 septembre 1987),

de la RSS d'Ukraine (12 novembre 1987), du Soudan (19 novembre 1987) et de la Trinité-et-Tobago (23 septembre 1987) ont informé le Rapporteur spécial de la législation interne qui proscrivait la torture dans leur pays, en se référant expressément à leur Constitution, à leur Code pénal ainsi qu'à leur Code de procédure pénale.

27. Le 14 août 1987, le Gouvernement de Bahreïn a informé le Rapporteur spécial que la torture était interdite par les articles 19 d) et 20 d) de la Constitution. Il a aussi mentionné l'article 208 du Code pénal et l'article 218, paragraphe 1, du Code de procédure pénale et a reproduit dans son rapport le texte en vertu duquel l'accusé ou le conseil de la défense avait le droit de saisir le tribunal de plaintes de tortures ou de traitements dégradants.

28. Le Gouvernement de la Bulgarie a fait référence aux informations soumises dans le passé, tout en renouvelant son appui aux mesures visant à interdire l'utilisation de la torture et d'autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants et a informé le Rapporteur spécial qu'il avait ratifié la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants le 1er décembre 1986.

29. Par une note verbale du 8 septembre 1987, le Gouvernement du Canada s'est référé, entre autres, à la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants que le Canada avait ratifiée le 24 juin 1987. Afin d'assurer le respect de cette convention, il avait modifié le Code pénal pour instituer expressément le crime de torture (article 245.4). Cet amendement interdisait aux agents de l'Etat, tels qu'agents chargés du maintien de l'ordre, fonctionnaires publics et militaires, ou personnes agissant sur l'instigation ou avec le consentement ou l'approbation des premiers de se livrer à des actes de torture. Conformément à la Convention, la compétence pour juger ces crimes avait été étendue aux actes commis hors du Canada. S'agissant des dispositions juridiques applicables à la police et aux forces de sécurité, le Gouvernement canadien indiquait au Rapporteur spécial qu'outre les dispositions qui précédaient, des dispositions législatives, réglementaires et administratives réglementaient le recours à la force par la police. Les normes énoncées dans ces dispositions étaient conformes à celles formulées dans le Code de conduite des Nations Unies pour les responsables de l'application des lois, voire même plus rigoureuses.

30. Le 25 août 1987, le Gouvernement du Guatemala a informé le Rapporteur spécial que le 13 août 1987, le Congrès avait élu par consensus le Procureur aux droits de l'homme. On se rappellera que, conformément à l'article 6 de la loi relative à la Commission des droits de l'homme du Congrès de la République, le Procureur (dont la fonction est comparable à celle d'ombudsman) est un commissaire du Congrès de la République chargé de défendre les droits de l'homme garantis par la Constitution et les conventions et traités internationaux auxquels le Guatemala a adhéré. Le Procureur aux droits de l'homme dont le mandat est de cinq ans, jouit de la personnalité morale et exerce sa juridiction et sa compétence sur l'ensemble du territoire de la République; il représente l'autorité suprême en matière de droits de l'homme et n'est subordonné à aucun organe ni aucune autorité. Entre autres compétences intéressantes en l'occurrence, le Procureur peut "enquêter sur toute plainte concernant des violations des droits de l'homme qui lui est

soumise par tout individu" et "encourager l'adoption de mesures et de voies de recours, judiciaires ou administratives, selon que de besoin" (article 15 c) et f). L'article 17 de cette loi prévoit en particulier que le Procureur "prendra des mesures pour veiller à ce que les droits fondamentaux dont l'exercice n'a pas été expressément restreint soient pleinement garantis en période d'urgence ...".

31. Le Rapporteur spécial a pris spécialement note des informations soumises par le Gouvernement de la République de Corée. En plus des garanties juridiques énoncées dans la Constitution et d'autres mesures législatives internes, le gouvernement a déclaré qu'un comité spécial avait été créé en 1987 sous l'égide du Premier Ministre afin de protéger les droits de l'homme. Ce comité a effectué une étude sur les aspects juridiques, institutionnels et autres des violations des droits de l'homme et a formulé des recommandations tendant à améliorer les garanties juridiques et institutionnelles contre les violations des droits de l'homme. Par ailleurs, des postes de conseillers en droits de l'homme ont été adjoints au cabinet et aux services annexes de tous les procureurs de district du pays, dans le but de traiter des cas de violations de droits de l'homme sous l'angle de l'indemnisation des victimes de tortures.

D'après l'article 2 de la loi d'indemnisation nationale concernant la responsabilité aux fins de réparation de dommages : "quand des fonctionnaires publics infligent, intentionnellement ou par négligence, des dommages à d'autres personnes dans l'exercice de leurs fonctions, en violation des lois ou décrets ... l'Etat ou les administrations autonomes locales répareront les dommages".

32. Le 11 août 1987, le Gouvernement des Pays-Bas a informé le Rapporteur spécial qu'il mettait la dernière main aux préparatifs préalables à la ratification de la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants qui devait avoir lieu dans un proche avenir. Par ailleurs, dans son rapport au Comité des droits de l'homme concernant l'article 7 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques, il déclarait que l'inclusion du droit à l'inviolabilité de la personne, à l'article 11 de la Constitution, était un trait marquant de la version révisée de la Constitution néerlandaise. Ce droit ne pouvait faire l'objet de restrictions que par le biais ou en vertu de règlements législatifs. Le nouvel article VII donnait au pouvoir législatif un certain délai pour l'adoption du règlement législatif en question.

33. Le 20 juillet 1987, le Gouvernement du Paraguay a fait savoir que l'article 65 du chapitre V de la Constitution intitulé "Des garanties individuelles" mettait en garde les habitants de la République contre de tels actes, en prévoyant notamment ce qui suit :

"Nul ne sera soumis à la torture ni à des traitements cruels ou inhumains. Le régime pénitentiaire s'appliquera dans des établissements adéquats, salubres et propres, et devra promouvoir la réadaptation sociale du détenu, au moyen d'un traitement intégré déterminé par la loi."

Le gouvernement a ajouté que des procès avaient été intentés à des personnes chargées de la sécurité et de l'ordre public dans les cas où l'on s'était plaint d'abus de leur part dans l'exercice de leurs fonctions, abus qui

s'étaient traduits par des violations de la disposition susmentionnée de la Constitution.

34. Le Gouvernement du Pérou a transmis le texte de la loi No 24700, adoptée le 24 juin 1987, relative aux "Normes de procédure aux fins de l'enquête de police, de la définition et du jugement de délits commis à des fins terroristes". D'après cette loi :

"Au moment de l'arrestation ou de la dénonciation d'une personne pour délit de terrorisme, les autorités policières, la famille du détenu ou les commissions des droits de l'homme notifieront immédiatement et par écrit l'arrestation ou la dénonciation au Procureur (Fiscal de turno) qui se rendra sans tarder sur les lieux, l'intéressé devant être interné dans un centre de détention officiel. La police en informera par écrit la personne désignée par le détenu. Le procureur provincial se chargera directement de l'enquête au profit de la légalité, des droits de l'homme et des intérêts protégés par la loi; les agents des forces de police concourent à la procédure sur instruction préalable du procureur. La participation de l'avocat de la défense à chacun des actes de la procédure est indispensable. Nul ne peut renoncer au droit à la défense. Au cas où l'avocat de la défense, pour une raison quelconque, manquerait deux audiences consécutives, le représentant du ministère public nommera immédiatement un autre avocat de la défense. Au cas où la détention au secret du détenu serait indispensable pour faire la lumière sur le délit, le procureur provincial demandera au juge d'instruction compétent de l'autoriser pour une période ne dépassant pas 10 jours. La détention au secret n'empêche pas l'avocat de la défense et le détenu d'avoir des entretiens privés qui ne pourront être en aucun cas interdits par l'autorité policière, et qui ne nécessitent aucune autorisation préalable, le procureur provincial en étant seulement informé. A l'issue de l'enquête de police, le ministère public porte plainte devant le juge d'instruction dans un délai de 24 heures, s'il considère que le fait en question constitue un délit."

35. Par une note verbale datée du 8 septembre 1987, le Gouvernement de la Turquie a fait référence aux informations soumises au Rapporteur spécial le 16 septembre 1985, le 26 novembre 1985 et le 16 septembre 1986 et a souligné l'importance de la formation des responsables de l'application des lois. A cet égard, le gouvernement a déclaré :

"En Turquie, le Parlement, le gouvernement, l'appareil judiciaire, la presse et l'opinion publique sont sensibles à la question des mauvais traitements. Reconnaissant qu'un niveau d'instruction insuffisant est l'une des causes essentielles d'actes isolés de mauvais traitements, le Gouvernement turc a pris des mesures afin de relever le niveau d'instruction des forces de police. Le but de ces mesures est de leur faire prendre davantage conscience des droits de l'homme et des libertés fondamentales et d'en promouvoir ainsi le respect. A cet effet, les étudiants peuvent suivre des cours sur 'les relations avec les citoyens, les lois concernant les droits constitutionnels, le Code pénal et les règlements disciplinaires'. Des cours sur les enquêtes sur le terrain, les poursuites, les interrogatoires et les techniques d'interrogatoires ainsi que la psychologie du criminel sont organisés en vue de

l'identification de l'infraction et du suspect et de la remise des criminels aux autorités judiciaires, afin de permettre aux policiers de travailler de façon scientifique."

36. Les Gouvernements de Chypre, de la Grèce et des Philippines ont aussi fait spécifiquement référence à des programmes de formation pour les responsables de l'application des lois et les agents chargés de la sécurité. A cet égard, le Gouvernement de Chypre a informé le Rapporteur spécial que les recrues de la police suivaient "des cours de droit, en particulier de droit pénal et de procédure pénale, qui s'étendaient sur une année universitaire; il se tenait aussi régulièrement des cours de recyclage d'une dizaine de semaines. Par ailleurs, le règlement de la police dont la Chambre des représentants était saisie contenait une disposition selon laquelle toute plainte portée contre un policier pour mauvais traitement d'une personne en détention ou au cours de son procès serait examinée par un comité spécial des plaintes".

37. Le Gouvernement des Philippines a déclaré avoir pris les mesures suivantes pour éliminer et prévenir la torture :

"... l'étude des droits de l'homme en tant qu'élément indispensable et à part entière des programmes d'éducation et de formation de toutes les unités militaires et de police, des écoles militaires, dont l'Ecole militaire spéciale des Philippines, conformément à la décision OP No 20 datée du 4 juillet 1986; [organisation de] séminaires, conjointement avec le Ministère de la justice, à l'intention des officiers d'échelon supérieur de l'armée et de la police nationale intégrée et des procureurs sur des sujets touchant aux droits de l'homme : arrestation, fouille et confiscation, inspection des prisons, ouverture d'une procédure et poursuites, traitement et administration des détenus et autres questions connexes par exemple, ... campagnes d'éducation et d'information des troupes destinées à l'ensemble du personnel militaire et de la police, l'accent étant mis sur le respect des droits de l'homme; [création d'] un comité spécial d'action au quartier général des forces armées des Philippines et au quartier général des principaux corps d'armée et des commandements régionaux unifiés afin d'acquies rapidement en cas de problèmes et de plaintes liés à des violations des droits de l'homme. Le Comité spécial d'action est chargé entre autres de détecter les violations des droits de l'homme, d'enquêter et de faire rapport à leur sujet."

38. Dans son premier rapport, le Rapporteur spécial a évoqué le règlement administratif des Etats-Unis de 1983 sur les exportations en vertu duquel des licences d'exportation peuvent être délivrées à des "instruments spécialement conçus pour la torture". Par une lettre du 22 avril 1987, le Gouvernement des Etats-Unis a informé le Rapporteur spécial que les règlements administratifs sur les exportations avaient été modifiés avec effet au 10 avril 1987. Le paragraphe 375.14 qui traite des conditions à remplir pour l'obtention d'une licence d'exportation pour les articles destinés à la lutte contre la criminalité contenait dorénavant la disposition suivante : "Les demandes de licences d'exportation pour 'des instruments spécialement conçus pour la torture' seront refusées". Le Rapporteur spécial a été également informé qu'en vertu de la législation précédente, aucune licence d'exportation n'avait été accordée pour des "instruments spécialement conçus pour la torture".

39. Le Rapporteur spécial a appris que, dans certains Etats fédéraux, l'adoption des mesures législatives et des règlements administratifs applicables aux responsables de l'application des lois et au régime des lieux de détention relevait des Etats fédérés. Or les autorités des Etats fédérés n'étaient pas toujours pleinement conscientes de l'évolution de la situation au plan international. C'est pourquoi les différents instruments adoptés sous les auspices de l'Organisation des Nations Unies en pareil cas n'étaient pas toujours appliqués selon les normes souhaitées. A cet égard, il pourrait être utile de rappeler aux gouvernements intéressés que pareille situation était couverte par l'article 41 b) de la Convention de 1951 relative au statut des réfugiés, où il était dit que :

"En ce qui concerne les articles de cette convention dont l'application relève de l'action législative de chacun des Etats, provinces ou cantons constitutants, et qui ne sont pas, en vertu du système constitutionnel de la fédération, tenus de prendre des mesures législatives, le Gouvernement fédéral portera le plus tôt possible, et avec son avis favorable, lesdits articles à la connaissance des autorités compétentes des Etats, provinces ou cantons."

Cette disposition pourrait trouver une application semblable dans les cas où il faut donner effet à l'interdiction complète de la torture. Il est aussi intéressant dans ce contexte de noter les dispositions de l'article 41 c) de la même convention aux termes duquel un Etat fédératif partie est tenu de communiquer un exposé de la législation et des pratiques en vigueur dans la fédération et ses unités constituantes en ce qui concerne telle ou telle disposition de la Convention, indiquant la mesure dans laquelle effet a été donné, par une action législative ou autre, à ladite disposition.

Le Rapporteur spécial serait reconnaissant aux gouvernements fédéraux de bien vouloir lui fournir des informations sur ce qui a été fait pour donner effet à l'interdiction de la torture non seulement au niveau fédéral, mais aussi au niveau des unités constituantes.

IV. TORTURE ET AUTRES PEINES OU TRAITEMENTS CRUELS, INHUMAINS OU DEGRADANTS

40. Dans son premier rapport à la Commission (E/CN.4/1986/15), le Rapporteur spécial a établi une distinction entre deux principaux types de torture : la torture physique et la torture psychologique ou mentale (par. 118), et énuméré quelques méthodes de torture (par. 119). Il considérait cependant que les deux types de torture étaient étroitement liés et avaient, en fin de compte, des effets à la fois physiques et psychologiques; il précisait que son énumération de méthodes de torture n'était pas exhaustive.

41. Dans ce même rapport, le Rapporteur spécial estimait d'autre part qu'il y avait un "certain flou" entre la torture (proprement dite) et les autres traitements ou peines, d'où la nécessité de tenir compte de certains traitements ou peines cruels, inhumains ou dégradants qui, en dernière analyse, pouvaient constituer des actes de torture (par. 23). Récemment, diverses situations portées à l'attention du Rapporteur spécial lui semblent entrer dans cette "zone floue". Elles sont décrites ci-après.

A. Peines corporelles

42. Le Code pénal de certains pays prévoit des peines corporelles (comme le fouet ou des amputations) à titre de sanctions pénales. Il y a lieu de préciser d'emblée que le simple fait que de telles sanctions soient admises dans la législation nationale n'en fait pas nécessairement des "sanctions légitimes" au sens de l'article premier de la Convention contre la torture. On peut se référer à cet égard à l'opinion exprimée par le Comité des droits de l'homme, selon laquelle "l'interdiction (figurant à l'article 7 du Pacte relatif aux droits civils et politiques) doit s'étendre aux peines corporelles, y compris les châtiments excessifs imposés comme mesures éducatives ou disciplinaires" ^{1/}. C'est le droit international et non pas le droit national qui détermine, en dernier ressort, la "légitimité" d'une certaine pratique.

43. Le Rapporteur spécial s'est entretenu avec le représentant d'un Etat où ces formes de châtimement corporel sont admises dans la législation nationale et en fait appliquées. Il s'est félicité de ces entretiens et espère qu'ils se poursuivront et que des entretiens analogues pourront avoir lieu avec les représentants d'autres Etats dont la législation prévoit de telles sanctions. Ledit représentant a déclaré au Rapporteur spécial que ces formes de châtiments s'appuyaient sur des préceptes religieux et que dans le contexte socioculturel de son pays elles étaient efficaces et, partant, jugées indispensables, d'autant plus qu'elles étaient acceptées par l'ensemble de la population. Il a aussi fait valoir que ces sanctions, qui en raison de leur sévérité n'étaient appliquées que dans des circonstances exceptionnelles, étaient moins rigoureuses que la peine capitale puisqu'elles épargnaient la vie du condamné. La peine de mort n'était pourtant pas interdite par le droit international.

^{1/} Rapport du Comité des droits de l'homme, Documents officiels de l'Assemblée générale, trente-septième session, Supplément No 40 (A/37/40), annexe V, par. 2.

44. Le fait que certains livres religieux faisant autorité reconnaissent, voire légalisent, certains mécanismes ou institutions n'implique pas nécessairement que ces derniers soient légitimes en tout lieu et en tout temps. Un exemple en est l'esclavage : longtemps admis par la plupart des religions traditionnelles, mais désormais universellement déclaré incompatible avec la dignité inhérente à l'être humain, il est maintenant proscrit et considéré comme l'une des plus graves violations des droits de l'homme. De même, l'avis des juristes a évolué dans un sens qui rend tout supplice mental ou physique incompatible avec le respect dû à l'intégrité physique et mentale de l'être humain même lorsque des sanctions s'imposent.

B. Conditions d'emprisonnement inhumaines

45. A plusieurs reprises, l'attention du Rapporteur spécial a été appelée sur les conditions déplorables existant dans les prisons de certains pays, soit de manière générale, soit à l'égard de certaines catégories de prisonniers. Des conditions d'incarcération inhumaines peuvent incontestablement entraîner des souffrances aiguës sous une forme aggravée, surtout lorsqu'elles découlent d'une politique délibérée, constituant ainsi une forme de torture au sens propre du terme. Il arrive que l'incurie ou le laxisme extrême des autorités soit la cause de souffrances aiguës, mais comme dans ce cas elles ne sont pas intentionnellement infligées elles ne constituent pas une torture proprement dite. Pourtant, des conditions d'emprisonnement aussi inhumaines peuvent aisément équivaloir à "un traitement inhumain ou dégradant", ce qui impliquerait que l'Etat concerné transgresse aussi ses obligations en vertu du droit international.

C. Mauvais traitements généralisés

46. Les observations qui précèdent sur les conditions d'emprisonnement inhumaines valent aussi dans une large mesure pour le mauvais traitement des détenus. Lorsque certaines catégories de détenus sont délibérément maltraités ou en cas d'intention évidente de faire souffrir un détenu, cela peut constituer une forme de torture. Lorsque le régime appliqué dans les lieux de détention est de manière générale extrêmement rigoureux, par exemple lorsque les détenus sont systématiquement battus, il s'agit d'un traitement inhumain ou dégradant.

D. Détention prolongée dans les quartiers réservés aux condamnés à mort

47. Il n'est pas rare que des condamnés à mort restent longtemps sans savoir si la sentence sera ou non exécutée. Si cette attente correspond aux délais de procédures d'appel ou de recours en grâce, elle est inévitable, mais lorsque l'incertitude est entretenue pendant plusieurs années (ce qui est loin d'être exceptionnel), les effets psychologiques correspondants peuvent être assimilés à des souffrances mentales aiguës qui s'accompagnent souvent de graves troubles physiques. Là encore on peut se demander si une telle situation est compatible avec l'obligation de respecter la dignité de l'être humain et son intégrité physique et mentale.

E. Détention de mineurs avec des adultes

48. L'attention du Rapporteur spécial a été appelée sur le fait que dans certains pays des mineurs (parfois très jeunes), inculpés ou condamnés pour des délits de droit commun, sont incarcérés avec des adultes. Il arrive

souvent que ces mineurs deviennent les souffre-douleur des autres détenus qui peuvent aller jusqu'à abuser d'eux sexuellement. Indépendamment du fait que la détention de mineurs avec des adultes va à l'encontre du principe généralement admis de la réhabilitation des condamnés et contrevient à l'article 10, paragraphe 2 b), du Pacte international relatif aux droits civils et politiques, cette pratique peut être à l'origine de souffrances physiques et mentales aiguës pour les mineurs.

* * *

49. Bien que ces catégories de traitement des détenus soient dans une certaine mesure de nature différente, elles semblent toutes se situer dans la "zone floue" à laquelle il a déjà été fait référence. Dans certains cas, un tel traitement peut équivaloir à la torture puisque cette dernière inclut aussi les souffrances ou douleurs infligées avec le consentement d'une personne agissant à titre officiel. Dans d'autres cas, il conviendrait plutôt de parler de traitement ou peine cruel, inhumain ou dégradant. Le Rapporteur spécial estime donc que lorsque des renseignements fiables lui sont transmis sur ce genre de traitement des détenus, il ne fait que s'acquitter de son mandat en les portant à l'attention des gouvernements concernés et en sollicitant leurs observations. Il y a lieu de rappeler à cet égard les remarques faites au chapitre I sur la nature du mandat du Rapporteur spécial, à savoir que le Rapporteur spécial a besoin des observations des Etats pour pouvoir dresser un bilan général de la pratique de la torture et de pratiques analogues et formuler des recommandations en vue d'y remédier.

V. ANALYSE DES RENSEIGNEMENTS RECUS PAR LE RAPPORTEUR SPECIAL SUR LA PRATIQUE DE LA TORTURE

50. Les renseignements reçus par le Rapporteur spécial pendant la période considérée confirment les conclusions des deux précédents rapports : la torture est encore un phénomène très répandu. Le fait que des allégations continuent de parvenir de certains pays dont le nouveau gouvernement, après un changement de régime, a catégoriquement déclaré qu'il ne tolérerait plus les actes de torture, prouve à quel point cette pratique est tenace. Les brutalités en cours de détention, équivalant souvent à la torture, sont apparemment devenues si courantes dans ces pays qu'il semble extrêmement difficile de modifier de tels schémas de comportement. Dans ces conditions, de rigoureux programmes de recyclage et de lourdes peines à l'encontre des tortionnaires s'imposent. Des visites des établissements de détention par des experts étrangers habilités à faire ensuite des recommandations aux autorités pourraient contribuer à modifier le climat existant.

51. Les situations de guerre civile ou de conflit intérieur que connaissent certains pays expliquent en partie que la torture soit encore si répandue. Comme on l'a souligné dans les rapports précédents, de telles situations sont favorables à la pratique de la torture dans la mesure où le principe du respect de la vie et de la dignité humaines est généralement négligé. Le problème est encore aggravé par le fait que l'état d'urgence est souvent décrété dans les régions particulièrement touchées par l'agitation civile ou, dans certains cas, sur l'ensemble du territoire. Lorsqu'en vertu de l'état d'urgence, l'application des dispositions de l'article 9 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques ou de dispositions comparables de la législation nationale est suspendue, le principe de non-dérogation à l'interdiction de la torture (art. 7) risque d'être aussi contrarié. Même lorsque des recours internes comme l'habeas corpus ou le recours en amparo sont maintenus, ainsi que le recommandait le Rapporteur spécial dans son premier rapport (par. 42), l'efficacité de ces garanties est souvent compromise du fait que les autorités judiciaires qui en assurent l'application n'ont que rarement accès aux lieux de détention dans les zones où l'état d'urgence a été décrété et qui sont généralement placées sous contrôle militaire. Des personnes peuvent être ainsi maintenues en détention pendant des périodes virtuellement indéterminées sans que l'on sache rien d'elles. De telles circonstances se prêtent particulièrement bien à la pratique de la torture, comme en témoignent les nombreuses communications reçues à cet égard. Les conditions psychologiques propices à la pratique de la torture peuvent être encore renforcées lorsque les insurgés se livrent eux aussi à des actes inhumains à l'encontre des militaires et autres représentants des pouvoirs publics, voire parfois de la population locale alors même qu'ils se confondent souvent avec elle. Tout le monde peut être alors soupçonné. La détention au secret pouvant se prolonger indéfiniment, ceux qui y sont soumis peuvent subir, ce qui est souvent le cas, des interrogatoires impitoyables. Il arrive même que la torture soit considérée comme inévitable, et par conséquent excusable, lorsqu'elle est appliquée à "des terroristes" pour obtenir des renseignements susceptibles de sauver des vies innocentes.

52. Il est toutefois généralement admis qu'aucune circonstance ne saurait justifier la torture, comme le précise clairement et sans équivoque l'article 2 de la Convention de 1985 contre la torture. Quoiqu'il soit vain de nier les difficultés qui se posent dans certains cas et la quasi-impossibilité de faire strictement respecter alors la primauté du droit, les gouvernements ne devraient jamais perdre de vue que la sécurité nationale n'est pas un objectif en soi mais un moyen d'assurer le bien-être de la population. Ils devraient donc rappeler, sans relâche, à ceux à qui revient en premier chef la tâche de restaurer la sécurité nationale et la stabilité intérieure que les droits de l'homme fondamentaux de la population civile doivent être scrupuleusement respectés. C'est la seule manière de concilier, dans toute la mesure possible, la sécurité nationale et les droits de l'homme, qui semblent être si souvent en conflit dans de tels cas.

53. La pratique de la torture est encore moins excusable lorsqu'elle vise à prévenir un conflit civil ou à éliminer toute opposition et étouffer toute dissidence. Dans le premier cas, les autorités maîtrisent mal la situation, dans le second, elles ne la contrôlent que trop et c'est le gouvernement qui recourt lui-même alors délibérément à la torture pour faire régner la terreur. Les autres gouvernements sont en l'occurrence mieux en mesure de faire pression sur le gouvernement considéré. A ce propos, il convient de rappeler que la pratique de la torture ne constitue pas seulement une violation des obligations revenant à tout Etat envers ses propres ressortissants en vertu du droit international, mais aussi des obligations qu'il a à l'égard des autres membres de la communauté internationale puisque l'interdiction de la torture est une des obligations erga omnes de chaque Etat (voir le deuxième rapport du Rapporteur spécial, par. 35 à 46).

54. Les informations reçues par le Rapporteur spécial donnent néanmoins à penser que la situation est plus diffuse et plus complexe que ne le laissent supposer les situations décrites ci-dessus. Des accusations sont formulées aussi à l'encontre de pays qui ne connaissent pas les conditions évoquées plus haut. A cet égard, le Rapporteur spécial est arrivé à la conclusion qu'il existe un lien très étroit entre l'article 7 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques (interdiction de la torture) et le paragraphe 1 de l'article 10 de ce même instrument, selon lequel "toute personne privée de sa liberté est traitée avec humanité et avec le respect de la dignité inhérente à la personne humaine".

55. De l'avis réfléchi du Rapporteur spécial, on glisse insensiblement d'un traitement des détenus non conforme aux dispositions du paragraphe 1 de l'article 10 dudit Pacte vers de véritables tortures en passant par des traitements inhumains ou dégradants. La zone floue évoquée au chapitre IV est peut-être encore plus étendue qu'il n'y paraît. En fait, conformément au paragraphe 1 de l'article 10, les détenus sont, tout comme leurs geôliers, des êtres humains et ont, en tant que tels, la même dignité intrinsèque; ce ne sont pas des êtres méprisables exclus de la société et ils ne sont que provisoirement (quoique dans certains cas indéfiniment) privés de leur liberté, ce qui les empêche seulement de circuler librement dans cette société. En tout état de cause, les lieux de détention font autant partie de ladite société que d'autres institutions et les mêmes lois fondamentales leur sont applicables.

56. Ce point de vue péremptoirement reconnu par la communauté internationale, appelle un changement d'attitude à l'égard des détenus, qui ont été pendant des siècles considérés comme des parias, des êtres humains inférieurs n'ayant aucun droit. Nombreux sont les établissements pénitentiaires dont le régime reflète encore ces préjugés, et c'est précisément là que la pratique de la torture aurait lieu, selon les allégations, de manière occasionnelle ou même systématique. Tant que cet état d'esprit prévaut, la disparition de quelques-uns seulement des mécanismes préventifs habituellement en place peut suffire à faire dégénérer un traitement non humanitaire en traitement inhumain pouvant aller jusqu'à la torture.

57. C'est pourquoi le Rapporteur spécial a souligné dans ses rapports antérieurs l'importance des programmes de formation et de recyclage à l'intention des responsables de l'application des lois et du personnel de sécurité. Il s'est réjoui d'apprendre que dans plusieurs pays, notamment dans certains où la torture était une pratique courante sous un régime précédent, de nouveaux programmes de formation avaient été introduits (voir chap. III). Il faut cependant que tous les gouvernements réévaluent périodiquement leurs programmes de formation pour s'assurer qu'ils sont toujours en harmonie avec les dispositions de l'article 7 et du paragraphe 1 de l'article 10 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques. Pour éliminer la torture, il ne suffit pas en effet de l'interdire dans le code pénal sous peine de sanctions rigoureuses. Bien que nécessaires ce genre de dispositions font relever la torture d'une catégorie d'infractions graves et personne, et encore moins ceux chargés d'appliquer la loi, ne se prend dans ce cas comme un grave délinquant et l'expérience montre que la torture est souvent la dernière phase d'un long processus qui commence par la négation de la dignité humaine des détenus. Ce processus, dont le dernier maillon est la violence physique, trouve ses origines dans les mentalités, sur lesquelles doivent porter d'abord les mesures préventives.

58. Le Rapporteur spécial a reçu aussi des informations sur les mesures prises à l'encontre des victimes de la torture qui avaient publiquement témoigné sur des sévices qu'on leur avait fait subir et de personnes qui avaient défendu leur cause. Il semble courant qu'au moment de leur remise en liberté on exige des détenus qu'ils fassent ou signent une déclaration par laquelle ils s'engagent à s'abstenir de tout commentaire sur la façon dont ils ont été traités en cours de détention. Ceux qui parlent sont parfois de nouveau arrêtés. Il est d'autre part arrivé que des représentants d'organisations de défense des droits de l'homme qui avaient publiquement dénoncé la pratique de la torture aient été persécutés, voire arrêtés. Des avocats ayant, au nom de leurs clients, porté plainte pour torture ont été eux-mêmes arrêtés ou radiés du barreau. Il va sans dire que ces pratiques bafouent de façon flagrante le principe même de l'interdiction de la torture. Toute personne qui déclare avoir été victime d'actes de torture devrait en toutes circonstances pouvoir porter plainte et obtenir réparation, comme le prévoit l'article 14 de la Convention contre la torture. Même si, comme l'on prétend parfois, certaines de ces plaintes obéissent à des motifs politiques et visent à embarrasser les autorités, toute plainte formellement déposée devrait faire l'objet d'une enquête judiciaire indépendante.

VI. MESURES DE PREVENTION

59. Dans son premier rapport, le Rapporteur spécial a déclaré (par. 8) que tant qu'il y aura des situations où des êtres humains se trouveront à la merci absolue d'autres êtres humains, de telles situations favoriseront la pratique de la torture. Comme à son avis il s'en produira toujours, il considère extrêmement important de mettre au point un mécanisme de contrôle et d'équilibre automatique. On examinera plus en détail dans le présent chapitre ce genre de mécanisme que l'on pourrait définir comme un réseau de mesures de prévention.

60. Il y a cependant d'abord lieu de formuler une observation de caractère plus général. Dans sa réponse au Rapporteur spécial, un gouvernement faisait valoir que certaines des mesures de prévention recommandées par le Rapporteur spécial dans son deuxième rapport étaient superflues dans le cas de son pays puisque les garanties législatives et judiciaires en vigueur pour obtenir réparation pour abus de pouvoir de la part d'agents publics étaient pleinement satisfaisantes. Il convient toutefois de bien distinguer entre mesures préventives et mesures répressives. Ces deux catégories de mesures sont également nécessaires mais ne sont pas interchangeables car elles ont des fonctions différentes. Les moyens d'obtenir réparation et les dispositions légales qui permettent de châtier sévèrement ceux qui se rendent coupables d'actes de torture s'appliquent aux conséquences de la pratique de la torture une fois qu'elle a eu lieu. Les mesures préventives visent en revanche à empêcher une telle pratique. L'application de peines sévères aux délits de torture peut sans doute avoir un effet préventif, mais sa fonction principale est répressive. Des situations propices à la pratique de la torture pouvant exister dans toute société, il faut surtout se préoccuper d'adopter des mesures tendant à prévenir la torture. De telles mesures ne sauraient jamais être remplacées par des mesures répressives qui ne remédient nullement aux situations rendant la torture possible.

61. Dans son deuxième rapport, le Rapporteur spécial a appelé l'attention sur un système de visites périodiques des lieux de détention ou d'emprisonnement par un groupe d'experts, conformément à la proposition contenue dans le projet de protocole facultatif à la Convention (alors à l'état de projet) contre la torture présenté par le Gouvernement costa-ricien en 1980. En 1985, la Commission des droits de l'homme a décidé de reporter l'examen de cette proposition étant donné qu'une initiative analogue était à l'étude du Conseil de l'Europe. Dans le même temps, la Commission a recommandé que les autres régions intéressées où il existe un consensus sur ces idées examinent l'intérêt d'un projet de convention fondé sur la même notion.

62. Entre-temps, les délibérations du Conseil de l'Europe ont débouché sur l'adoption, le 26 juin 1987, de la Convention européenne pour la prévention de la torture et des peines ou traitements inhumains ou dégradants ouverte à la signature le 26 novembre 1987. Le Rapporteur spécial a été informé que l'Organisation des Etats américains examinait la possibilité d'adopter une convention analogue.

63. Tout en restant convaincu que l'existence de conventions régionales ne ferait pas obstacle à la conclusion d'une convention universelle à laquelle les Etats déjà assujettis à un tel système de visites en vertu d'un mécanisme régional pourraient aussi devenir parties, le Rapporteur spécial estime que

le moment n'est peut-être pas encore venu de conclure une telle convention universelle puisque nombre d'Etats peuvent surtout songer à déployer des efforts sur le plan régional.

64. Il n'y a cependant pas lieu de limiter le principe des mécanismes de visites à des accords régionaux et de ne pas envisager de lui donner une portée universelle. A titre de mesure provisoire, on pourrait, dans un premier temps, demander au Secrétariat de désigner un groupe d'experts dans le cadre du programme de services consultatifs : tout gouvernement qui s'estimerait en mesure de le faire pourrait, par l'intermédiaire du Centre pour les droits de l'homme, inviter des membres de ce groupe à se rendre dans son pays pour inspecter les lieux de détention, sur une base périodique de préférence. Ce système de visites permettrait d'acquérir une expérience qui pourrait se révéler fort utile lorsque l'idée d'une convention universelle serait éventuellement prise en considération. Le mandat de chaque équipe d'experts pourrait être arrêté par le pays concerné et le Centre pour les droits de l'homme ce qui garantirait un maximum de souplesse.

65. On ne saurait exagérer l'importance d'un système de visites à titre de mesure préventive contre la torture et toute pratique analogue même si ces visites n'étaient tout d'abord effectuées que dans les pays qui y consentiraient volontairement. Un tel système constituerait une forme de service consultatif sur place d'une très grande efficacité. C'est pourquoi cette question devrait rester inscrite à l'ordre du jour de l'Organisation des Nations Unies, même s'il n'est pas donné à ce système de base conventionnelle dans l'immédiat.

66. Il est également utile à cet égard de rappeler aux gouvernements la possibilité d'accorder à des équipes du CICR l'autorisation de visiter des lieux de détention ou d'emprisonnement. Point n'est besoin de souligner à quel point ces visites ont contribué et continuent de contribuer à faire mieux respecter la dignité humaine des détenus.

67. Il est généralement admis que la torture est le plus communément pratiquée lorsque les personnes qui en sont victimes sont détenues au secret puisque le caractère confidentiel de la torture est le mieux protégé par un tel régime de détention. L'abolition par voie législative de la détention au secret constituerait donc une mesure de prévention très efficace. Il convient de rappeler à ce propos que des pays dont la législation interdit la détention au secret reconnaissent néanmoins parfois qu'une personne en état d'arrestation peut être maintenue isolée dans un poste de police pendant une certaine durée (de 24 ou 48 heures) avant que les autorités judiciaires ne soient saisies de l'affaire. Toutes les précautions doivent être prises pour faire en sorte qu'il ne soit pas porté atteinte à l'intégrité physique ou mentale du détenu pendant cette courte durée.

68. L'examen médical des détenus immédiatement après leur arrestation peut aussi constituer une mesure de prévention. S'il est certifié qu'au moment de son arrestation le détenu était en bonne santé, il sera d'autant plus difficile d'expliquer pourquoi son état s'est détérioré au cours de la détention. Cette mesure est en outre conforme à la règle 24 de l'Ensemble de règles minima pour le traitement des détenus adopté en 1955 par le premier Congrès des Nations Unies pour la prévention du crime et le traitement des délinquants aux termes de laquelle le médecin (de l'établissement) doit

examiner chaque détenu aussitôt que possible après son admission. Pour être vraiment efficace, ce genre d'examen devrait avoir lieu non seulement dans les prisons officielles mais aussi dans tous les lieux où des personnes sont détenues, par exemple aux fins d'interrogatoire.

69. Il n'est pas rare que des personnes meurent en cours de détention et on ne manque pas d'attribuer alors leur décès à la torture. Parfois, les corps de personnes disparues qui auraient été retenues par un organisme public sont retrouvés, par exemple, dans la rue. Dans de tels cas, il devrait être procédé à une autopsie officielle en présence de personnes désignées par les familles. On pourrait envisager d'élaborer un Ensemble de règles minima en matière d'autopsies, visant en particulier le phénomène de la torture.

70. Au paragraphe 57 du présent rapport, le Rapporteur spécial a déjà souligné une fois de plus l'importance des programmes de formation pour les membres des forces de police et de sécurité. Le simple rappel de ce paragraphe paraît suffisant ici.

71. Dans son deuxième rapport, le Rapporteur spécial a recommandé la mise en place d'une autorité indépendante (un ombudsman, par exemple) habilitée à recevoir des plaintes pour abus administratifs, y compris la torture. Ce genre d'institution aurait un rôle à la fois répressif et préventif. A long terme, son rôle serait certainement d'ordre préventif si sa fonction répressive s'avérait efficace. Pour être efficace, cette autorité indépendante devrait être d'un accès facile et les intéressés devraient avoir la plus grande latitude possible de la consulter sans appeler l'attention sur eux et se voir épargner au maximum toute formalité à cet effet.

72. Un réseau de mesures préventives de ce genre ou de mesures analogues (recommandées dans des rapports précédents) organisé au niveau national pourrait très bien constituer le moyen le plus efficace en vue d'éliminer le phénomène de la torture.

VII. CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS

73. La campagne de l'ONU contre la torture remonte au 9 décembre 1975, date à laquelle l'Assemblée générale a, par consensus, adopté la Déclaration sur la protection de toutes les personnes contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants. Depuis, d'importantes mesures ont été prises comme l'adoption d'instruments et la mise en place de mécanismes. On peut citer, entre autres, la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants adoptée le 10 décembre 1984, la désignation le 22 mai 1985 par la Commission des droits de l'homme d'un Rapporteur spécial pour les questions relatives à la torture, l'entrée en vigueur de la Convention le 26 juin 1987 et l'élection, le 26 novembre 1987, des membres du Comité contre la torture dont la création était prévue par la Convention.

74. Il reste cependant à savoir si cette campagne a donné des résultats concrets. Elle a certes eu notamment pour effet de faire mieux prendre conscience du phénomène de la torture, les gouvernements et les peuples du monde entier condamnant maintenant la torture comme l'une des violations les plus haïssables des droits de l'homme fondamentaux. Partout dans le monde des groupements non gouvernementaux ont surgi pour lutter contre la torture et nombre de colloques ont été organisés pour étudier les moyens d'éliminer ce fléau.

75. Les allégations de torture continuent malgré tout d'affluer sans que leur nombre ne fasse ressortir aucune tendance à la diminution. L'on met au point de nouvelles techniques (parfois horriblement raffinées) et de nouveaux instruments de torture (parfois conçus pour ne pas laisser de trace). Les cris de souffrance et d'angoisse des victimes de la torture sont loin d'être couverts par les cris d'indignation, quoiqu'il soit souvent difficile d'entendre les premiers.

76. On peut se demander comment expliquer ce sensible écart entre l'avis des juristes et la pratique, écart qui n'est pas exceptionnel dans le domaine des droits de l'homme en général mais qui est d'autant plus remarquable à l'égard de la torture que ceux qui s'y livreraient se gardent bien de la justifier et se contentent de nier formellement de tels agissements.

77. Cela tiendrait notamment, selon le Rapporteur spécial, à ce que la torture est rarement un phénomène isolé auquel il soit possible de s'attaquer de manière spécifique. La torture est en effet inextricablement liée à d'autres violations des droits de l'homme qu'elle ne fait qu'exacerber. C'est ce qui apparaît clairement dans les situations de guerre ou de conflit civil où les allégations de torture s'accompagnent invariablement d'allégations de disparitions involontaires et d'assassinats. De telles allégations prennent souvent la forme d'un simple constat d'atrocités, lorsqu'on précise, par exemple, que l'on a retrouvé le corps horriblement mutilé d'une personne disparue à telle ou telle date.

78. Dans d'autres cas cependant, la torture va le plus souvent de pair avec d'autres violations des droits de l'homme et l'absence d'état de droit. Cela ne signifie pas que la torture ne puisse pas être pratiquée dans des pays où la primauté du droit est assurée. Comme l'a précisé le Rapporteur spécial dans ses rapports précédents, aucun Etat ne peut se croire entièrement

à l'abri de la torture puisque celle-ci peut se manifester dans toute situation où un individu est à la merci d'un autre. Lorsqu'il existe toutefois des moyens de réparation efficaces et rapides, les cas de torture restent occasionnels, mais, lorsque la primauté du droit s'effrite, la pratique de la torture peut facilement se produire. C'est précisément pourquoi le Rapporteur spécial a placé le phénomène de la torture dans un contexte plus large dans le chapitre où sont analysées les informations reçues.

79. Ce principe élémentaire a été magistralement formulé comme suit au premier alinéa du préambule de la Déclaration universelle des droits de l'homme : "Considérant que la reconnaissance de la dignité inhérente à tous les membres de la famille humaine et de leurs droits égaux et inaliénables [y compris des opposants politiques, des inculpés et des condamnés] constitue le fondement de la liberté, de la justice et de la paix dans le monde". Si ces termes ne sont pas pris au pied de la lettre, les garanties tendant à empêcher la pratique de la torture deviennent bien fragiles. Si on leur reconnaît en revanche tout leur sens, la campagne contre la torture ne doit pas s'attaquer aux seuls symptômes de ce phénomène, mais s'élargir à ses causes mêmes, que l'on peut trouver tout à fait en dehors des lieux de supplice.

80. C'est dans ce contexte élargi qu'il faut considérer, pour qu'elles soient efficaces, les recommandations formulées tout au long du présent rapport par le Rapporteur spécial. Toute mesure réellement efficace contre la torture provient de la même origine que l'état de droit en général. L'état de droit peut prendre diverses formes dans différentes circonstances (il n'en existe pas de modèle unique), mais il ne saurait jamais permettre la torture, qui est la négation même de la dignité inhérente à tous les membres de la famille humaine et de leurs droits égaux et inaliénables.

81. Le Rapporteur spécial a formulé des recommandations tout au long du présent rapport. Certaines sont résumées ci-après et devraient être lues compte tenu de celles qui figurent dans des rapports précédents et que l'on ne peut rappeler toutes ici.

- a) Comme nombre d'allégations de torture concernent des personnes détenues au secret, il conviendrait de s'employer à ce que la détention au secret soit déclarée illégale;
- b) Toute personne arrêtée devrait être présentée sans délai devant un juge compétent qui devrait statuer immédiatement sur la légalité de son arrestation et l'autoriser à voir un avocat;
- c) Toute personne arrêtée devrait faire l'objet d'un examen médical aussitôt que possible après son arrestation;
- d) En cas de décès d'un détenu, une autopsie devrait être pratiquée en présence d'un représentant de sa famille. Il y aurait lieu d'élaborer un ensemble de règles minima en matière d'autopsie, visant en particulier le phénomène de la torture;

- e) Des experts étrangers devraient régulièrement inspecter les lieux de détention. Il conviendrait de compléter les systèmes d'inspection nationaux par des visites périodiques d'experts internationaux. Un groupe d'experts devrait être créé dans le cadre du programme de services consultatifs du Centre pour les droits de l'homme. Les gouvernements d'Etats qui ne sont parties à aucune convention instituant un système périodique de visites pourraient avoir recours aux services offerts par le Centre;
- f) Des programmes de formation à l'intention des responsables de l'application des lois et des membres des forces de sécurité devraient souligner que les détenus peuvent se prévaloir de tous les droits énoncés dans la Déclaration universelle des droits de l'homme et d'autres instruments juridiques adoptés par la communauté internationale. Les programmes d'instruction et les manuels sur les techniques d'interrogatoires devraient contenir des règles strictes et explicites interdisant la torture et tout autre traitement cruel, inhumain ou dégradant.